

Unité bi-départementale de la Dordogne et de Lot-et-
Garonne
1722, avenue de Colmar
47916 Agen

Agen, le 23/02/2026

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 04/12/2025

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

NEXSTONE ex CMGO (Aiguillon)

301 route de Garonne
AU PONT - CS 20051
47390 Layrac

Références : FP/CM/UbD24-47/2026/39
Code AIOT : 0005209258

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 04/12/2025 dans l'établissement NEXSTONE ex CMGO (Aiguillon) implanté Lieux-dits «A. Barbot», « Métairie Neuve », «A Brot», « Bâtiment», et « Burthes» 47190 Aiguillon. L'inspection a été annoncée le 12/11/2025. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

Visite réalisée dans le cadre du plan pluriannuel de contrôle de la DREAL Nouvelle-Aquitaine.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- NEXSTONE ex CMGO (Aiguillon)
- Lieux-dits «A. Barbot», « Métairie Neuve », «A Brot», « Bâtiment», et « Burthes» 47190

Aiguillon

- Code AIOT : 0005209258
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

Carrière de sables et graviers exploitée sur la commune d' Aiguillon.

Elle a été précédemment autorisée par arrêté préfectoral n° 2012072-0013 du 12 mars 2012 modifié (Durée : 20 ans / Production maximale autorisée : 300 000 tonnes par an / Superficie 53,81 ha dont 41,2 ha exploitables) et a fait l'objet d'une autorisation de renouvellement/extension par arrêté préfectoral n° 47-2023-04-05-0005 du 5 avril 2023 (lieux-dits «A. Barbot», « Métairie Neuve », «A Brot», « Bâtiment», et « Burthes»; l'autorisation est valable jusqu'au 12/03/2032, avec une production maximale de 300 000 tonnes par an et une superficie 455530m² dont 348170 m² exploitables.

Thèmes de l'inspection :

- Air
- Bruits et vibrations
- Eau de surface
- Eaux souterraines

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'Inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'Inspection des installations classées ;
 - ◆ les observations éventuelles ;
 - ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'Inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
3	Protection de la qualité de l'air	Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 2.1	Demande d'action corrective	3 mois
4	Protection de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 3.1	Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
5	Protection de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 3.1	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
1	Déclaration annuelle	Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.V	Sans objet
2	Implantation	Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 1.6	Sans objet
6	Surveillance des prélèvements et des rejets	Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 3.3.1	Sans objet
7	Surveillance	Arrêté Préfectoral du 05/04/2023,	Sans objet

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Autre information
	des prélèvements et des rejets	article 3.3.2	
8	Protection de la ressource en eau	Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 3.5.1	Sans objet
9	Protection faune/flore	Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 4	Sans objet
10	Prévention des nuisances sonores	Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 5.1.1 à 5.1.3	Sans objet
11	Risque inondation	Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 6.3	Sans objet
12	Accueil d'inertes	Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 7.2	Sans objet
13	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 8.3.1	Sans objet
14	Aménagements préliminaires	Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 8.3.2	Sans objet
15	Phasage d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 8.5	Sans objet
16	Comité local d'information et de suivi	Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 8.7	Sans objet
17	Méthode d'exploitation	Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 8.4	Sans objet
18	Garanties financières	Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 1.5	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Un dossier de demande de modification des conditions d'exploitation doit être transmis à l'inspection.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Déclaration annuelle

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 31/01/2008, article 4.V
Thème(s) : Risques chroniques, Enquête annuelles Gerep
Prescription contrôlée : V. - L'exploitant d'une carrière visée à la rubrique 2510-1 de la nomenclature des installations classées est tenu de déclarer les informations mentionnées au point 9 de l'annexe III.

<p><u>Rappel du constat réalisé le 18/03/2024 :</u> La déclaration annuelle relative à l'année 2023 n'a pas été réalisée dans Gerep. selon l'exploitant la quantité de matériau extraite aurait été d'environ 185 000 tonnes en 2023 (idem 2022 contre 235 000 en 2021).</p> <p>L'exploitant devra effectuer la déclaration dans Gerep relative à l'année 2023 avant le 31 mars 2024 conformément à l'article 7 de l'arrêté ministériel du 31 janvier 2008 relatif au registre et à la déclaration annuelle des émissions et de transferts de polluants et des déchets.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Suites données par l'exploitant et nouveaux constats :</u> Les déclarations relatives à l'année 2023 ainsi que 2024 ont été faites dans Gerep. La production a été de 173 000 t en 2023 et de 208 000 t en 2024.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection rappelle que la déclaration relative à l'année 2025 devra être faite avant le 31 mars 2026. L'exploitant devra veiller à bien renseigner les superficies du site remises en état en 2025 ainsi qu'en cumulé, lors de la déclaration Gerep 2026 (voir également point 15 ci-après).</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 2 : Implantation

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 1.6</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Implantation</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p><u>Rappel de la demande formulée suite à la visite du 18/03/2024 :</u> L'exploitant devra matérialiser la conduite d'irrigation sur le prochain plan d'exploitation conformément à l'article 15 de l'arrêté ministériel du 22 septembre 1994.</p>
<p>Constats :</p> <p><u>Suites données par l'exploitant et nouveaux constats :</u> La position de la conduite d'irrigation a été matérialisée sur le plan d'exploitation de décembre 2025.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Protection de la qualité de l'air

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 2.1</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des retombées de poussières</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>L'exploitant assure une surveillance trimestrielle des retombées des poussières atmosphériques aux 6 points définis en annexe 6 du présent arrêté et conformément aux dispositions de l'arrêté</p>

ministériel du 10/12/2013 relatif aux prescriptions générales applicables aux stations de transit de produits minéraux ou de déchets non dangereux inertes autres que ceux visés par d'autres rubriques relevant du régime de l'enregistrement au titre de la rubrique n° 2517 de la nomenclature des installations classées pour la protection de l'environnement

Si, à l'issue de 4 campagnes consécutives, les résultats sont inférieurs à 500 mg/m²/jour, la fréquence trimestrielle pourra devenir semestrielle.

L'exploitant adresse tous les ans, à l'inspection des installations classées, un bilan des résultats de mesures de retombées de poussières, avec ses commentaires qui tiennent notamment compte des conditions météorologiques, des évolutions significatives des valeurs mesurées et des niveaux de production.

En cas de dépassement de la valeur limite, et sauf situation exceptionnelle qui sera alors expliquée dans le bilan annuel, l'exploitant informe l'inspection des installations classées et met en œuvre rapidement des mesures correctives.

Rappel du constat réalisé le 18/03/2024 :

4 campagnes ont été réalisées en 2023 (du 4 avril au 2 mai, du 15 juin au 17 juillet, du 1er septembre au 2 octobre).

Les résultats sont tous inférieurs à 500 mg/m²/jour excepté au point n°3 (lieu-dit « Le Bois ») où il était de 1435,1 mg/m²/jour lors de la deuxième campagne . L'exploitant a indiqué à ce sujet que ce dépassement avait été généré par l'activité de l'entreprise d'installation des panneaux photovoltaïque qui était en cours sur les anciennes parcelles de la carrière (limitrophes au site actuel) lors de cette 2^e campagne de mesure. La zone d'extraction se trouvait en tout début de phase 5 lors des mesures.

Les mesures n'ont toutefois pas été réalisées sur l'ensemble des 6 points définis en annexe 6 de l'arrêté préfectoral d'autorisation du 05/04/2023 ; ils ont été faites sur 5 points relatifs aux campagnes réalisées antérieurement à cet arrêté.

L'exploitant doit suivre l'empoussièrement sur l'ensemble des points prescrits dans l'arrêté préfectoral du 05/04/23, ou à défaut faire une demande de modification argumentée de ces points le cas échéant.

Constats :

Suites données par l'exploitant et nouveaux constats :

Les points de mesures de l'empoussièrement ont été mis en cohérence avec l'arrêté préfectoral du 5 avril 2023 depuis la visite d'inspection de 2024 ; toutefois la localisation des points de suivi ne respecte pas exactement celle prévue dans l'arrêté préfectoral. L'exploitant a indiqué à ce sujet que certains propriétaires sont réticents à disposer du matériel de prélèvement à proximité de leur habitation 4 mois/an et qu'en conséquence, une demande de modification des conditions d'exploitation serait demandée à l'inspection dans le cadre d'un futur dossier de porter à connaissance.

4 campagnes de mesures de retombées de poussières ont été réalisées en 2024 et 2025. Aucun résultat ne dépasse les 500 mg/m²/jour.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant transmettra à l'inspection un dossier de demande de modification du suivi des retombées de poussières.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 4 : Protection de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 3.1.1 : Origine et réglementation des approvisionnements en eau Les prélèvements d'eau dans le milieu naturel, non liés à la lutte contre un incendie ou aux exercices de secours, sont autorisés dans les quantités suivantes : 1 500 m³/an (en moyenne interannuelle avec possibilité de dépassement jusqu'à 20 % soit 1800 m³ sur une année) pour arrosage des pistes et des aires de circulation en période sèche (Réseau irrigation + Tracteur tonne à eau de 5000 L).</p> <p>Les locaux sociaux doivent être équipés d'un dispositif d'assainissement non collectif reconnu conforme par le service désigné compétent.</p> <p>Le point de prélèvement des eaux dans le milieu naturel doit être identifié sur un plan tenu à la disposition de l'Inspection des Installations Classées.</p> <p>L'installation de prélèvement d'eau est munie d'un dispositif de mesure totalisateur agréé. Le relevé est effectué tous les mois et les résultats sont inscrits sur un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées.</p> <p>Toute modification dans les conditions d'alimentation en eau de l'établissement devra être portée à la connaissance de l'Inspecteur des Installations Classées, ainsi que ses projets concernant la réduction des consommations d'eau.</p> <p><u>Rappel du constat réalisé le 18/03/2024 :</u> Le réseau de sprinklage des pistes est alimenté par un seul point de prélèvement, il se situe au niveau de la canalisation d'irrigation a proximité du piézomètre n°1 à l'entrée du site. Ce point de prélèvement est équipé d'un compteur volumétrique qui est relevé hebdomadairement par le chef de carrière. Ce registre n'étant pas disponible le jour de la visite, il n'a pas pu être consulté.</p> <p>Aucun complément d'arrosage à la tonne à eau n'a été nécessaire en 2023 selon l'exploitant.</p> <p>Une vidange de la fosse septique du local social a été en 2023 et la prochaine vidange est prévue pour début avril 2024 selon l'exploitant.</p> <p>L'exploitant devra transmettre à l'inspection une copie du registre de suivi des prélèvements d'eau ainsi que le justificatif relatif aux vidanges 2023 et 2024 de la fosse septique.</p>

Constats :Suites données par l'exploitant et nouveaux constats :

L'exploitant a transmis les justificatifs 2023 de vidange de la fosse septique du local social (ainsi que du décanteur/déshuileur). La fosse septique a également été vidangée le 22/05/2024 ainsi que le 30/04/2025.

L'exploitant a transmis le registre des prélèvements mensuels d'eau dans la conduite d'irrigation de l'ASA (alimentant le réseau de sprinklage pour l'abattement des poussières). Ces prélèvements ont été de 846 m³ en 2023, 474 m³ en 2024 et 493m³ en 2025.

Toutefois ces prélèvements d'eau ne sont pas cohérents avec les quantités déclarées dans Gerep (1780 m³ en 2023 et 1950 m³ en 2024).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra justifier les différences entre les quantités d'eau prélevées mentionnées dans Gerep et les registres de suivi mensuel (voir également point 6 ci-après).

Il est rappelé à l'exploitant que l'ensemble des prélèvements d'eau doivent faire l'objet d'un registre de suivi.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 3 mois

N° 5 : Protection de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 3.1

Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvement et consommation d'eau

Prescription contrôlée :

Article 3.1.2 : Conception et exploitation des ouvrages et installations de prélèvement d'eaux

Le réseau de piézomètres mentionné à l'article 3.5.1 respecte les prescriptions de l'arrêté ministériel du 11 septembre 2003 portant application du décret n°96-102 du 2 février 1996 et fixant les prescriptions générales applicables aux sondages, forages, créations de puits ou d'ouvrage souterrain soumis à déclaration en application des articles L 214-1 à L 214-3 du code de l'environnement et relevant de la rubrique 1.1.1.0 de la nomenclature annexée au décret n°93-743 du 29 mars modifié

La réalisation, l'entretien et la cessation d'utilisation d'un forage se font conformément à la norme en vigueur (NF X 10-999 ou équivalente).

Tout déplacement de forage est porté à la connaissance de l'inspection des installations classées.

La réalisation de tout nouveau forage ou la mise hors service d'un forage est portée à la connaissance du préfet avec tous les éléments d'appréciation de l'impact hydrogéologique. En application de l'art. L.411-1 du code minier, l'exploitant déclare, à la DREAL Nouvelle-Aquitaine, chaque nouvel ouvrage de plus de 10 m, en vue de son inscription à la Banque du Sous-Sol auprès du BRGM.

Les têtes de chaque ouvrage de surveillance sont nivelées en m NGF de manière à pouvoir tracer la carte piézométrique des eaux souterraines du site à chaque campagne. Les localisations de prise de mesures pour les nivellements sont clairement signalisées sur l'ouvrage. Les coupes techniques des ouvrages et le profil géologique associé sont conservés.

Rappel du constat réalisé le 18/03/2024 :

2 des piézomètres du réseau de surveillance examinés le jour de la visite étaient correctement capuchonnés et cadénassés.

Le piézomètre à créer tel que mentionné à l'article 3.5.1 de l'arrêté préfectoral d'autorisation n'a pas encore été mis en place.

L'exploitant devra installer le piézomètre manquant et transmettre à l'inspection le numéro BSS de chaque ouvrage du réseau de surveillance des eaux souterraines du site, après avoir réalisé, le cas échéant les démarches nécessaires auprès du BRGM.

NOTE : Concernant l'implantation d'un nouvel ouvrage, l'exploitant envoie le rapport de fin de travaux au BRGM après réalisation de l'ouvrage , avec copie à l'inspecteur référent. Ce rapport doit contenir les informations suivantes : implantation précise, coupe géologique, coupe technique, et si possible des données hydrologiques (dont pompage d'essai).

Constats :

Suites données par l'exploitant et nouveaux constats :

Selon l'exploitant, le piézomètre n°10 a été installé le 25 septembre 2024, toutefois, le numéro BSS de l'ouvrage ainsi que la copie du rapport de fin de travaux n'a pas été transmis à l'inspection. Le suivi des eaux souterraines est bien réalisé semestriellement et sur l'ensemble des paramètres requis, depuis le deuxième semestre 2024.

Cependant, compte tenu de travaux de l'installation de panneaux photovoltaïques et de la réticence du propriétaire à avoir un piézomètre sur sa parcelle, l'exploitant a adapté la position du Pz 8 tel que mentionné dans l'arrêté d'autorisation du 5 avril 2023.

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'exploitant devra transmettre un dossier de porter à connaissance afin de régulariser la position du Pz8 en justifiant notamment de l'absence d'impact significatif de cette modification (voir également point n°8 ci-après).

L'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées le n° BSS une copie du rapport de travaux relatif à la création du Pz10.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective

Proposition de délais : 3 mois

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 3.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Relevé des prélèvements d'eau
Prescription contrôlée : Les prélèvements d'eau sont relevés a minima mensuellement et portés sur un registre tenu à la disposition de l'inspecteur des installations classées. <u>Rappel du constat réalisé le 18/03/2024 :</u> Un suivi hebdomadaire des consommations d'eau prélevée dans la conduite d'irrigation est réalisé par le chef de carrière et enregistré sur un registre informatisé.
Constats : cf point 4 précédent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Surveillance des prélèvements et des rejets

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 3.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Contrôle des rejets
Prescription contrôlée : Une fois par an, l'exploitant fait réaliser en sortie de l'aire étanche dédiée au ravitaillement et à l'entretien courant des engins, des mesures de la qualité des eaux rejetées dans le milieu naturel (sortie déshuileur). Ces analyses, effectuées sous sa responsabilité et à ses frais, doivent permettre de vérifier le respect des dispositions ci-après :Les eaux rejetées dans le milieu naturel doivent respecter les valeurs suivantes : <ul style="list-style-type: none"> - pH compris entre 5,5 et 8,5, - température < 30° C, - matières en suspension totales (MEST) < à 35 mg/l, - demande chimique en oxygène sur effluent non décanté (DCO) < à 125 mg/l, - hydrocarbures < à 10 mg/l. - La modification de couleur du milieu récepteur, mesurée en un point représentatif de la zone de mélange selon la norme NF T 90-054, ne doit pas dépasser 100 mg Pt/l. Les résultats de ces analyses sont tenus à disposition de l'inspecteur des installations classées. En cas de dépassements constatés, l'exploitant transmet les résultats à l'inspecteur des installations classées, accompagnés de commentaires sur les éventuelles causes ainsi que les actions correctives mises en œuvre ou envisagées.
Constats : L'analyse réalisée en 2024 au niveau du rejet en sortie de déshuileur met en évidence un léger dépassement de pH (8,6 au lieu de 8,5 max) ; celle de 2025 est conforme sur l'ensemble des paramètres.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 8 : Protection de la ressource en eau

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 3.5.1
Thème(s) : Risques chroniques, Surveillance des eaux souterraines
Prescription contrôlée : Un suivi semestriel du niveau de la nappe est réalisé par l'exploitant (en période de hautes eaux et de basses eaux), ainsi qu'un contrôle semestriel de la qualité des eaux souterraines, portant sur les paramètres suivants : <ul style="list-style-type: none">- pH,- température- DCO,- conductivité,- résistivité- potentiel d'oxydo-réduction- métaux lourds totaux (As, Cd, Cr, Cu, Fe, Ni, Pb, Hg, Zn)- hydrocarbures totaux,- nitrates. Les résultats d'analyses commentés doivent être tenus à la disposition de l'inspecteur des installations. Toute anomalie lui est signalée sans délai. Si ces résultats mettent en évidence une pollution des eaux souterraines, l'exploitant détermine par tous les moyens utiles si ses activités sont à l'origine ou non de la pollution constatée. Il informe l'inspecteur des installations classées du résultat de ses investigations et, le cas échéant, des mesures prises ou envisagées. Les analyses réalisées font l'objet d'une note d'interprétation annuelle, jointe avec celle des relevés de niveau de la nappe, qui sera tenue à disposition de l'inspecteur des installations classées.
Constats : Voir point n°5 précédent.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Protection faune/flore

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 4
Thème(s) : Risques chroniques, Mesures d'accompagnement
Prescription contrôlée : Mesures d'accompagnement et de suivi <ul style="list-style-type: none">- MA1 : Mise en place d'une veille écologique en phase chantier afin de s'assurer de la bonne application des mesures et de contrôler la prolifération des espèces exotiques envahissantes- MS1 : suivi sur le périmètre exploité, en cours d'exploitation et exploitable, en avril/mai et juin/juillet pour flore, oiseaux, mammifères (hors chiroptères), reptiles, amphibiens et insectes.
Constats : Le suivi écologique du site par la Sépanlog est toujours poursuivi et documenté. La dernière réunion (englobant le site d'Aiguillon et de Layrac/Laussignan) s'est déroulée le 26 novembre 2026. Le point sur l'assistance écologique ainsi que l'accompagnement de phasage et la planification des suivis 2026 ont notamment été évoqués.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Prévention des nuisances sonores

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 5.1.1 à 5.1.3
Thème(s) : Risques chroniques, surveillance des émissions sonores
Prescription contrôlée : [... Une mesure du niveau de bruit et de l'émergence, en condition représentative de l'activité, est effectuée un an au maximum après la mise en service de l'installation puis tous les ans pendant 2 ans puis 1 fois tous les 3 ans si les résultats sont conformes...]
Constats : Une campagne de mesure de bruit dans l'environnement doit être réalisée en 2026.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra transmettre à l'inspection le compte rendu relatif à la campagne 2026 des mesures de bruit dans l'environnement.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Risque inondation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 6.3
Thème(s) : Risques chroniques, Prévention du risque inondation
Prescription contrôlée : La frange ouest des terrains de la carrière ayant déjà été autorisée étant situés en zone rouge clair du PPRI (correspondant à des zones d'expansion de crue exposées à des aléas faible et moyen), l'exploitant doit établir un Plan de Sécurité Inondation définissant les mesures de réduction de la vulnérabilité et du risque de pollution de l'ensemble de l'installation classée. Ce plan doit être porté à la connaissance du personnel avant le début des travaux. <u>Rappel du constat réalisé le 18/03/2024 :</u> Il n'y a pas été identifié d'enjeu supplémentaire lié au risque inondation sur la zone relative à la phase 7 d'exploitation et ayant été demandée en extension. Toutefois, dans la mesure où la dernière version du PSI dont dispose l'inspection date de juin 2013, l'exploitant devra transmettre à l'inspection une version actualisée du document prenant en compte la dernière autorisation d'exploiter .
Constats : <u>Suites données par l'exploitant et nouveaux constats :</u>

Une version actualisée (avril 2024) du PSI a été transmise à l'inspection.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 12 : Accueil d'inertes

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 7.2

Thème(s) : Risques chroniques, Gestion des déchets reçus par l'installation

Prescription contrôlée :

Les seuls déchets réceptionnés sur le site sont les boues de décantation des installations du Lédat (code déchet 01 04 12 « stériles et autres déchets provenant du lavage et du nettoyage des minéraux autres que ceux visés aux rubriques 01 04 07 et 01 04 11 »), utilisés pour le remblaiement progressif du site.

Ces matériaux apportés sur le site doivent faire l'objet d'un contrôle préalable de leur nature.

Ils représentent un volume total d'environ 110 000 m³ sur la durée restante d'exploitation.

Des stockages temporaires correspondant à un volume équivalent de 3 jours d'apport, soit un total de l'ordre de 250 m³ sur une emprise globale de l'ordre de 85 m³, peuvent être réalisés sous forme d'un ou plusieurs stocks pouvant atteindre 3 m de hauteur.

Rappel du constat réalisé le 18/03/2024 :

Aucun stockage temporaire de boues de décantation destiné au remblayage du site n'était présent le jour de la visite.

Selon l'exploitant cette opération se déroule une fois par an sur une durée de 2 semaines environ et représente un volume estimé à 5000 m³ de boues.

L'exploitant a indiqué procéder à des analyses préalables de ces boues . Compte tenu de la faible fréquence d'apport, la localisation des zones de dépôt des boues se fait en fonction de la zone de remblayée au regard des dates d'apport des boues de la période considérée. L'exploitant a toutefois indiqué qu'il allait mettre en place une gestion par casier afin de localiser plus finement chaque zone remblayée au moyen des boues de décantation.

L'exploitant doit assurer une traçabilité et suivi précis des zones où sont déposées les boues de décantation.(délai 12 mois).

Constats :

Suites données par l'exploitant et nouveaux constats :

Un registre relatif aux apports des boues de décantation depuis le site du Lédat pour le remblaiement du site d'Aiguillon est en place ; ce registre est associé à un plan de remblaiement numéroté par casier.

Le début des approvisionnements date de 2023, ils ont concerné 3 casiers situés sur l'emprise de la phase 4 d'exploitation en 2023 (casiers K11, J13 et K12) et un seul casier en 2024 (casier K7). Il n'y a pas eu d'apport en 2025.

Un suivi qualitatif annuel (vérification du caractère inerte) est réalisé sur les boues de décantation générées sur le site du Lédat. La dernière analyse date du 02/12/2024.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 13 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 8.3.1
Thème(s) : Risques chroniques, Information du public
Prescription contrôlée : Dès l'obtention de l'autorisation d'extension : <ul style="list-style-type: none">- Les panneaux d'information à l'entrée du site portant les références de l'exploitant, l'objet des travaux et indiquant que le plan de réaménagement du site peut être consulté à la Mairie d'Aiguillon devront être actualisés,- Des bornes en tous les points nécessaires pour déterminer le nouveau périmètre de l'autorisation doivent être mises en place et demeurer jusqu'à l'achèvement des travaux d'exploitation et de remise en état du site. Le plan de bornage doit être tenu à la disposition de l'inspection des installations classées. Des panneaux de signalisation de type A14 mentionnant le danger présenté par la carrière, sont implantés aux endroits appropriés sur les voies communales, et au carrefour formé avec la RD666 en accord avec le service compétent du Conseil général, notamment de part et d'autre de ou des accès au site. <u>Rappel du constat réalisé le 18/03/2024 :</u> Le panneau d'information est présent à l'entrée du site. Les panneaux de danger A 14 sont présents sur la VC n°47 de part et d'autre de l'entrée du site. Le bornage du site a été réalisé excepté pour la zone d'extension sera réalisé lorsque l'exploitation atteindra la phase d'exploitation concernée (phase 7). L'exploitant devra transmettre à l'inspection la dernière version du plan de bornage dont il dispose (délai 3 mois).
Constats : <u>Suites données par l'exploitant et nouveaux constats :</u> le bornage contradictoire de la zone d'extension (parcelle ZH 48 et ZH 10, correspondant à la phase 7 d'exploitation) a été réalisé et le plan correspondant daté du 01/09/2023 a été transmis à l'inspection.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 14 : Aménagements préliminaires

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 8.3.2
Thème(s) : Risques chroniques, Aménagements spéciaux
Prescription contrôlée : Un merlon d'une hauteur variant de 1 à 1,5 m en limite d'emprise et face à la maison d' « À Barbot » et du « Pont de Lapeyre » est mis en place. La traversée de la conduite de gaz est renforcée par la mise en place d'une dalle de répartition. Sous les lignes électriques situées dans le secteur Est et Sud-Est du site, des portiques rappelant le gabarit à respecter sous la ligne électrique sont installés sur le circuit des engins. Le réseau d'alimentation électrique du pigeonnier d'« À Brot » doit être supprimé.

Rappel du constat réalisé le 18/03/2024 :

Les merlons sont en place.

La demande relative au renforcement de la traversée de la conduite de gaz au sud du site qui doit permettre l'exploitation de la phase 7 sera formulée courant 2024 selon l'exploitant dans l'objectif d'être opérationnelle courant 2025 .

Le réseau d'alimentation électrique du pigeonnier a d'ores et déjà été supprimé par Enedis selon l'exploitant.

Les gabarits relatifs aux lignes électriques du secteur Est Sud-Est ne sont pas mis en place mais ils le seront avant le démarrage de la phase 7 d'exploitation.

L'exploitant devra transmettre à l'inspection les justificatifs relatifs à la suppression par Enedis de l'alimentation électrique du pigeonnier. (délai 1 mois).

Constats :

Suites données par l'exploitant et nouveaux constats :

La facture d'Enedis a été produite à l'inspection en guise de justificatif de la suppression de l'alimentation électrique du pigeonnier (emprise de la phase 6 d'exploitation).

Le renforcement de la traversée au niveau de la conduite de gaz a été réalisé sur une surface totale de 10m x10 m (décapage sur 2 m d'épaisseur, pose de dalle en béton de 1m d'épaisseur et remblai).

Type de suites proposées : Sans suite

N° 15 : Phasage d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 8.5

Thème(s) : Risques chroniques, Phasage d'exploitation

Prescription contrôlée :

[La progression de l'exploitation se déroule selon les phases décrites ci-après et dont le plan est joint en annexe 5 .

L'extraction se poursuivra sur la phase 4 en cours d'exploitation, puis sur les phases 5 et 6, et se terminera par la phase 7 correspondant aux terrains de l'extension.

...]

- phase 4 : 2021-2022 (parcelles ZH 105, ZH47pp),

- phase 5 : 2023 (parcelles ZH 111pp et ZH 114),

- phase 6 : 2024-2031 (parcelles ZH 36, ZH 69 et ZH /111pp)

Rappel du constat réalisé le 18/03/2024 :

L'exploitation a pris du retard sur le phasage prévu ; l'exploitation des phases 4 et 5 n'est pas achevée et la phase 6 n'a toujours pas débuté.

L'exploitant doit respecter le phasage d'exploitation tel que prévu dans sa demande d'autorisation. Il est rappelé à l'exploitant que tout changement dans le phasage constitue une

modification des conditions d'exploitation devant faire l'objet d'un porter à connaissance auprès de l'inspection des installations classées (délai 6 mois).
Constats : La phase 6 était en cours d'extraction le jour de la visite conformément au plan de phasage ; l'emprise de la phase 7 d'exploitation sera décapée à l'hiver 2026-2027 selon l'exploitant. Il est noté l'absence de « superficie remise en état » en 2023 et 2024 dans les déclarations Gerep correspondantes alors même que de la remise en état a bien été réalisée notamment sur l'emprise des phases 5 et 4.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'exploitant devra veiller à bien renseigner les superficies du site remises en état en 2025 ainsi qu'en cumulé et lors de la déclaration Gerep 2026.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 16 : Comité local d'information et de suivi

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 8.7
Thème(s) : Risques chroniques, Comité local d'information et de suivi
Prescription contrôlée : Sur l'initiative de l'exploitant un comité local d'information et de suivi et de la carrière doit être créé. Ce comité doit associer tous les proches riverains, les élus, associations, l'administration et l'exploitant. Il doit permettre de garantir le contrôle de l'avancement des travaux et le respect des engagements pris dans le dossier et pendant la durée de l'enquête publique. Il peut se réunir en cas de sensibilité ou de nuisances particulières. Un exemplaire du compte rendu de chaque réunion doit être communiqué à l'Inspection des Installations Classées.
Constats : Le comité local d'information et de suivi du site a été réunie le 18 novembre 2024 et le 18 novembre 2025.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 17 : Méthode d'exploitation

Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 8.4
Thème(s) : Risques chroniques, limite d'extraction
Prescription contrôlée : [... La cote altimétrique minimale de l'extraction sera de 25 m NGF. ...]

<p>Constats :</p> <p>Sur les plans d'exploitations de décembre 2024 et de décembre 2025, la côte d'extraction limite de 25 m NGF est respectée.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 18 : Garanties financières

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 05/04/2023, article 1.5</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Acte de cautionnement</p>
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Disponibilité d'un acte de cautionnement valide.</p>
<p>Constats :</p> <p>L'acte de cautionnement a été fourni par l'exploitant. Cet acte devra être renouvelé prochainement dans la mesure il arrive à échéance le 4 avril 2026.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>Le renouvellement de l'acte de cautionnement est à prévoir à la date d'échéance.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>